



**Accord-cadre n°2026DG02**

**Relatif à la collecte, remise, affranchissement et  
acheminement des courriers et colis**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(CCAP)**

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>1. OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>2. FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1. PROCEDURE .....	6
2.2. FORME DU MARCHÉ.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT.....	6
2.4. ÉLÉMENTS FINANCIERS .....	6
<b>3. DUREE DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>4. PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>7</b>
<b>5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>8</b>
6.1. MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.2. ÉTABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	8
<b>7. CONDUITE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>8. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE .....</b>	<b>9</b>
<b>9. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>10</b>
9.1. CO-TRAITANCE.....	10
9.2. SOUS-TRAITANCE .....	10
<b>10. LIEU DES RÉUNIONS.....</b>	<b>10</b>
<b>11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>10</b>
<b>12. CONFIDENTIALITÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>13. TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....</b>	<b>11</b>
<b>14. NEUTRALITÉ .....</b>	<b>13</b>
<b>15. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
<b>16. ASSURANCE .....</b>	<b>13</b>
<b>17. PÉNALITÉS.....</b>	<b>14</b>
17.1. INDEMNITÉS POUR PERTE, AVARIE, SPOLIATION OU RETARD DE LIVRAISON.....	14
17.2. PÉNALITÉS POUR CHAQUE COLLECTE OU REMISE NON EFFECTUÉE .....	14
17.3. PÉNALITÉS POUR INDISPONIBILITÉ DE L'OUTIL DE GESTION .....	14
17.4. PÉNALITÉS FORFAITAIRES .....	14

<b>18.</b>	<b>DISPOSITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>14</b>
18.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	14
18.2.	TAUX DE TVA – MONNAIE .....	14
18.3.	ACTUALISATION DES PRIX .....	14
18.4.	REVISION DES PRIX.....	15
18.4.1.	REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS D’ACHEMINEMENT ET DU CATALOGUE .....	15
18.4.2.	REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS DE COLLECTE ET REMISE .....	15
18.4.3.	REGLES D’ARRONDIS.....	15
18.4.4.	CORRESPONDANCE EN CAS DE DISPARITION DE L’INDICE DE REVISION.....	15
18.4.5.	CATALOGUE DU TITULAIRE ET REMISES EXCEPTIONNELLES/PRIX PROMOTIONNELS .....	16
18.5.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	16
18.6.	AVANCE .....	18
18.7.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	18
18.7.1.	DELAJ DE PAIEMENT .....	18
18.7.2.	INTERETS MORATOIRES .....	18
18.7.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	19
18.8.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....	20
<b>19.</b>	<b>UTILISATION DES RESULTATS .....</b>	<b>20</b>
<b>20.</b>	<b>RESILIATION .....</b>	<b>20</b>
<b>21.</b>	<b>DIFFERENDS .....</b>	<b>20</b>
<b>22.</b>	<b>COMPETENCE JURIDICTIONNELLE .....</b>	<b>21</b>
<b>23.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>21</b>

# 135 000

## Formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle.

# 200

## formations proposées

**Le Cned  
au service  
de toutes  
les réussites**

1 700 607 évaluations corrigées  
87 % des copies dématérialisées  
2,68 jours, délai moyen de correction  
des copies numériques

427 000 appels reçus  
146 000 courriels reçus  
+ de 6 millions  
de visiteurs sur le site cned.fr

Photo : iStockphoto

## Budget et effectifs

### Budget

92,6 m€  
de budget

52,9 m€  
de recettes  
commerciales

34 m€  
de subvention  
pour charge  
de service public

### Effectifs

975  
agents

1 100  
enseignants  
de l'éducation  
nationale

+ de 2 000  
experts  
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six Unités Opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



## 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de collecte, de remise, d'affranchissement et d'acheminement de courriers et colis.

## 2. FORME DU MARCHÉ

### 2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-1 à R2123-7 et R2131-14 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Pour chaque lot, le montant total cumulé du marché initial et des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires ne peut dépasser le montant maximum indiqué à l'article 2.4 du présent CCAP.

### 2.2. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en vertu des articles L.2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, comportant des bons de commande.

### 2.3. Allotissement

La prestation est décomposée selon les lots ci-dessous :

<b>Lot 1</b>	<b>Services de collecte, remise et expédition de courrier relationnel ou publicitaire de 0 à 2 kg</b>
<b>Lot 2</b>	<b>Services de collecte et d'expédition de colis de 0 à 30 kg</b>

### 2.4. Éléments financiers

<u>Lot 1</u>		
<u>Période</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Ferme	431 000,00€ HT	754 250,00€ HT
Première reconduction	455 000,00€ HT	796 250,00€ HT
2ème reconduction	483 000,00€ HT	845 250,00€ HT
3ème reconduction	512 000,00€ HT	896 000,00€ HT
<b>Total</b>	<b>1 881 000,00€ HT</b>	<b>3 291 750,00€ HT</b>

<u>Lot 2</u>		
<u>Période</u>	<u>Montant estimé</u>	<u>Montant maximum</u>
Ferme	1 309 000,00 € HT	2 290 750,00 € HT
Première reconduction	1 386 000,00 € HT	2 425 500,00 € HT
2ème reconduction	1 470 000,00 € HT	2 572 500,00 € HT
3ème reconduction	1 557 000,00 € HT	2 724 750,00 € HT
Total	5 722 000,00€ HT	10 013 500,00€ HT

### 3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à compter du 1er mars 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure pour une durée de 1 an reconductible 3 fois pour une durée de 1 an.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction, la décision du Cned est notifiée au titulaire par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS au moins 1 mois avant la date anniversaire du marché.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse du Cned adressée par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS qui constate l'atteinte du maximum de l'accord-cadre et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le nombre maximal de reconductions est indiqué ci-dessus ; l'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de périodes.

La durée totale de l'accord-cadre correspond au cumul de toutes les périodes.

### 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le(s) catalogue(s) des tarifs entreprise ou professionnel du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE**

### **6.1. Modalités d'exécution des prestations**

Les prestations s'exécutent par bon de commande.

- Les prestations de collecte et de remise sont commandées une fois par an. Par exception celles-ci pourront être commandées sur une fréquence plus courte.
- Les autres prestations sont commandées au regard des quantités réellement exécutées.

### **6.2. Etablissement des bons de commande**

#### **6.2.1. Généralités**

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Pour les prestations de collecte et de remise, les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine et indiquent :

- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- le ou les lieux de livraison,
- la référence au marché (et du lot concerné),
- le prix correspondant,
- le délai d'exécution des prestations et la date souhaitée de livraison,
- la date de la commande.

Le prestataire accuse réception du bon de commande.

Les prestations d'acheminement et d'affranchissement ne font pas obligatoirement l'objet de bon de commande préalable. Elles font l'objet de demandes de paiement conformément aux quantités réellement exécutées.

#### **6.2.2. Délais**

Il est fait application de l'article 13 du CCAG-FCS.

L'exécution des bons de commande régulièrement passés pendant la durée de validité de l'accord-cadre, pourra s'achever au-delà de sa fin de validité dans le strict délai nécessaire à l'exécution des prestations.



## **7. CONDUITE DES PRESTATIONS**

### **7.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché**

L'expérience et les compétences minimales de la personne chargée du suivi du marché, habilitée à représenter le titulaire auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique et devra être désignée dès la notification du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, une seule personne est désignée pour le suivi du marché.

### **7.2. Remplacement des personnes nommément désignées**

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

### **7.3. Responsabilité hiérarchique et technique**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

## **8. RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **9. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

### **9.1. Co-traitance**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1<sup>ère</sup> position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

### **9.2. Sous-traitance**

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

## **10. LIEU DES REUNIONS**

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de la direction générale à Poitiers (86). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum, les impacts néfastes sur l'environnement, ces réunions seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO5 ou EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

Toutes facilités de travail sont apportées au titulaire. Les moyens minimaux (locaux, matériel) mis à la disposition du titulaire sont ceux décrits dans l'offre technique du titulaire. Le Cned fait toute diligence pour mettre à disposition des moyens supplémentaires à la demande du titulaire qui ne peut toutefois élever aucune réclamation du fait de la non mise à disposition de ces moyens supplémentaires.

## **11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **12. CONFIDENTIALITE**

Le titulaire et ses préposés ont accès à la connaissance d'une partie du système d'information du Cned et à des informations concernant la sécurité informatique.

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel soumis à la réglementation relative à la protection des données personnelles issues notamment du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

## **13. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

### **13.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

### **13.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire**

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisé de données à caractère personnel ;

- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

### **13.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679**

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

### **13.4. Suppression des données**

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

### **13.5. Contrôle**

Le CNED se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

## **14. NEUTRALITE**

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligents pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

## **15. VERIFICATION DES PRESTATIONS**

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-FCS.

### **15.1. Vérification des prestations de remise et collecte**

Les vérifications qualitatives sont opérées en continu.

### **15.2. Vérification des prestations d'acheminement et d'affranchissement**

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, au terme de chaque mois et avant le dépôt de la facture sur Chorus, le prestataire devra adresser par mail ou via sa plateforme sa demande de paiement accompagnée des justificatifs permettant le contrôle des quantités réellement exécutées. Le Cned dispose alors d'un délai de 15 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérifications quantitatives. Il est notamment vérifié la concordance entre la demande de paiement et les justificatifs fournis sur les quantités exécutées.

Si les opérations sont conformes qualitativement et quantitativement, elles donnent lieu à la validation du service fait et à la mise en paiement.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet, notifiée par mail, le titulaire présente les justificatifs corrigés dans les meilleurs délais. Le Cned procède à une nouvelle vérification des prestations dans un délai de 15 jours ouvrés.

En cas de désaccord persistant, l'admission des prestations est suspendue.

## **16. ASSURANCE**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération des pénalités.

### **17.1. Indemnités pour perte, avarie, spoliation ou retard de livraison**

Le titulaire s'engage à indemniser le Cned conformément aux dispositions régies par les articles L.7 et L.8 du code des postes et des communications électroniques.

### **17.2. Pénalités pour chaque collecte ou remise non effectuée**

Hors cas de force majeure, une pénalité égale à 5% du coût forfaitaire mensuel HT par lieu de collecte ou remise est appliquée pour chaque collecte ou remise non effectuée.

Ces pénalités sont appliquées à partir de 2 remises ou collectes non effectuées par mois et par lieu de collecte ou remise et en l'absence de réponse du titulaire après sollicitation du Cned.

Ces pénalités ne sont pas plafonnées.

### **17.3. Pénalités pour indisponibilité de l'outil de gestion**

En cas d'indisponibilité de l'outil de gestion des expéditions des colis (ou impossibilité de connexion à partir d'un site du Cned) et en cas d'échec de la procédure de passation des commandes en mode dégradé : 500 € par demi-journée pleine d'indisponibilité.

Le décompte se fait à compter de la première demi-journée d'indisponibilité, signalée au titulaire.

Ces pénalités sont plafonnées à 5% du montant estimé du lot concerné pour la période en cours.

### **17.4. Pénalités forfaitaires**

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 200€ ;

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau chef de projet : 200€,

## **18. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **18.1. Forme des prix et contenu des prix**

Les prestations sont traitées à prix unitaires tels qu'indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

### **18.2. Taux de TVA – Monnaie**

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **18.3. Actualisation des prix**

Les prix sont actualisables si, entre le dépôt des offres et le début d'exécution du marché, le titulaire a mis en place des nouveaux prix applicables à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire transmet au Cned ses nouveaux tarifs au moins un mois avant leur entrée en vigueur pour le présent marché.

Le titulaire transmet à cette occasion, outre son catalogue des prix et tout document annexe à celui-ci, les bordereaux des prix revus compte tenu des nouveaux tarifs.

#### **18.4. Révision des prix**

##### **18.4.1. Révision du prix des prestations d'acheminement et du catalogue**

Les prix sont révisibles par application des nouveaux tarifs pratiqués par le titulaire à l'égard de l'ensemble de sa clientèle au moment de leur entrée en vigueur, sous réserve d'une notification expresse au plus tard un mois avant l'entrée en vigueur de ces modifications.

Le titulaire transmet à cette occasion, outre son catalogue des prix et tout document annexe à celui-ci, les bordereaux des prix revus compte tenu des nouveaux tarifs.

##### **18.4.2. Révision du prix des prestations de collecte et remise**

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché, soit le 1<sup>er</sup> mars de chaque année ou la date de notification si celle-ci est postérieure.

Le calcul de la révision est mis à la charge du titulaire. Celui-ci adresse au Cned sa proposition de révision de prix en précisant les valeurs d'indices retenus, au plus tard vingt (20) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché.

Le Cned dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou observation sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmettrait pas les nouveaux prix, les anciens prix resteront applicables jusqu'à communication par le titulaire de sa proposition de révision ou jusqu'à l'application de la révision par le CNED.

La formule suivante est appliquée :  $P' = P \times I_m / I_0$

Dans laquelle :

P' : le prix révisé,

P : le prix initial

I<sub>m</sub> : la valeur du dernier indice I publié à la date de révision.

I<sub>0</sub> : la valeur définitive de l'indice I correspondant au T2 de l'année 2025.

L'indice I utilisé est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – Autres services de poste et de courrier – identifiant Insee 010766557.

##### **18.4.3. Règles d'arrondis**

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales selon la règle de l'arrondi le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

##### **18.4.4. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision**

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 18.4.2

#### **18.4.5. Catalogue du titulaire et remises exceptionnelles/prix promotionnels**

Le titulaire fournit également un ou des catalogues des tarifs entreprise ou professionnel ; pour les prestations ne figurant pas au BPU, il indique dans son offre le taux de remise éventuellement appliqué.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le CNED des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution des prix de l'accord-cadre.

### **18.5. Clause de réexamen**

#### **18.5.1. Localisation du ou des nouveaux routeurs du Cned à l'étranger**

Le Cned dispose actuellement d'un marché de routage qui arrive à échéance en juin 2026. En cas de localisation du ou des nouveaux routeurs du Cned dans un pays étranger, le Cned en informera le titulaire dans les meilleurs délais.

Le titulaire pourra proposer un coût forfaitaire de collecte distinct pour ce ou ces routeurs dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification. Le Cned notifie sa décision d'acceptation dans un délai de 15 jours calendaires.

Ces nouveaux tarifs seront formalisés par la passation d'un avenant. Les anciens tarifs resteront applicables à tout mois entamé avant la notification de l'avenant.

#### **18.5.2. Evolution du nombre maximum de plis par jour par lieu de remise**

Un mois avant la date d'anniversaire du marché, le Cned pourra communiquer au titulaire un nouveau volume maximum de plis remis par jour et par site tel qu'indiqués dans l'annexe 2 du CCTP. Cette modification de volume sera constatée à la suite d'une évolution réelle du besoin du Cned.

Le titulaire adresse au Cned dans un délai de 15 jours calendaires des nouveaux prix de remise prenant en compte l'évolution du volume constatée.

Si le titulaire constate une évolution de volume, il peut également transmettre une annexe financière au Cned un mois avant la date d'anniversaire du marché. Le Cned dispose de 15 jours calendaires pour accepter ces nouveaux prix.

Cette évolution sera actée lors de la notification des prix issus de la révision sans avenant.

#### **18.5.3. Augmentation des prix unitaires**

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix stipulé au bordereau des prix unitaires et révisé conformément à l'article 18.4, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après, étant précisé que la présente clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.



La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du Cned mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au Cned, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le Cned notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ce(s) prix nouveau(x) n'excèdera(ont) pas le montant calculé comme suit :  
Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 90%)

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par le Cned.

En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initiaux demeure(nt) applicable(s).

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le Cned en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

#### **18.5.4. Clause de suspension des délais et pénalités**

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

#### **18.5.5. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

#### **18.6. Avance**

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

#### **18.7. Modalités de facturation et de paiement**

##### **18.7.1. Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

La facture ne peut être transmise au Cned que lorsque les prestations ont été réalisées.

##### **18.7.2. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 18.7.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

### 18.7.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations de services de collecte, remise et d'acheminement de courriers ou de colis, font l'objet de demandes de paiement mensuelles, à terme échu.

La facturation est établie par type de prestation, pour le Cned dans son intégralité, avec un détail par site du Cned (en distinguant les sites géographiques des sites chez un routeur) ainsi le cas échéant que le fléchage par codes dédiés différents pour un même lieu géographique de collecte et remise.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché et du lot concerné ;
- Désignation des prestations ;
- Nombre d'unités, son prix unitaire HT (le cas échéant) et le montant total HT de la prestation considérée ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

A ces factures doivent être joints les relevés détaillés des prestations exécutées par site du Cned ou par lieu de collecte, le cas échéant par code dédié, sous format informatique permettant des retraitements, indiquant le nombre d'objets par catégorie, tranche de poids éventuelles, ainsi que toute autre information permettant au Cned de procéder à la vérification des quantités facturées au regard des tarifs prévus au bordereau des prix.

L'absence d'admission des prestations en cas de non-conformité entre les quantités exécutées et les justificatifs fournis entraîne la suspension du délai global de paiement de la ou les factures concernées.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est le Directeur général du Cned, ou son représentant.

### 18.7.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

### 18.7.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

**Quelle que soit la forme du groupement**, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

#### **18.7.6. Comptable assignataire des paiements**

**M. l'agent comptable du CNED**  
2 boulevard Nicéphore Niepce  
Téléport 2 – CS 80300  
86963 FUTUROSCEPE CEDEX

#### **18.8. Cession ou nantissement de créances**

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

### **19. UTILISATION DES RESULTATS**

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

### **20. RESILIATION**

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **21. DIFFERENDS**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **22. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

## **23. DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 18.4.3 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.